

Paris / Istanbul, 16 mars 2016

Iran : virage serré en vue, à négocier prudemment

Après cinq ans de sanctions, l'Iran revient sur le marché international. Ce retour devrait peser sur la croissance mondiale via le secteur pétrolier, mais c'est surtout le pays lui-même qui va connaître de grands changements. La levée des sanctions, qui fait suite à l'accord P5+1, aura une incidence considérable sur l'augmentation de la production en Iran. Cela relancera l'économie du pays, en particulier grâce à la reprise du commerce extérieur et des investissements étrangers.

Cependant, passer de l'autarcie à l'ouverture est une manœuvre délicate. Le pays pourrait souffrir de cette libéralisation des échanges.

De bonnes perspectives macroéconomiques, de nouvelles opportunités

L'Iran est la deuxième plus grande économie de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Selon le FMI, son PIB s'élève à 416,5 milliards de dollars. Après deux ans de récession, Coface prévoit que la croissance sera de 3,8 % cette année, grâce à la levée des sanctions imposées par les pays occidentaux. Les autorités iraniennes estiment que cette levée attirera des investissements étrangers d'au moins 50 milliards de dollars par an. Ce chiffre dépasse de loin les 2,1 milliards de dollars d'entrées d'investissements directs étrangers que l'Iran a engrangés en 2014.

« Les principaux secteurs qui devraient tirer la reprise de l'économie pendant la période post-sanctions sont le transport, le logement et les travaux publics. Outre ces secteurs ainsi que le pétrole et le gaz, sur lesquels l'économie du pays repose largement, il existe des opportunités dans presque tous les secteurs », commente Seltem Iyigun, économiste de Coface spécialisée dans la région MENA et la Turquie.

Mais les gains pourraient être limités

À court terme, la réouverture de l'économie de l'Iran aux échanges internationaux devrait être progressive. L'Iran est le dernier grand marché ne faisant pas partie de l'OMC. Le pays est relativement fermé et les autorités semblent favorables à une ouverture graduelle des barrières tarifaires et non tarifaires. Les faiblesses du secteur bancaire aussi vont limiter la croissance des exportations.

« Les importations dont la valeur dépasse les 50 000 dollars sont soumises à une inspection de quantité et de qualité avant l'expédition. En plus de la politique sur les barrières douanières, les contraintes réglementaires et la rigidité bureaucratique vont probablement entraver la croissance des échanges commerciaux à court terme », dit Sofia Tozy, économiste spécialiste du Moyen-Orient à Coface. En outre, le choc de l'ouverture soudaine des échanges

pourrait avoir des effets négatifs sur le taux de change du pays. Une appréciation du taux de change réel serait préjudiciable pour les entreprises locales.

La conjoncture mondiale défavorable et les problèmes structurels de l'Iran peuvent également retarder les gains attendus. Premièrement, la mollesse du commerce international et les turbulences régionales devraient atténuer l'incidence, au départ positive, de la levée des sanctions et des coûts des échanges réduits. Deuxièmement, comme l'économie iranienne est fortement dépendante du pétrole pour stimuler son économie, la baisse des revenus induite par les bas prix du pétrole pourrait contraindre les investissements publics et le soutien de la politique du gouvernement pour la croissance post-sanction. Enfin, la faiblesse des infrastructures de l'Iran, combinée à la fragilité de son secteur bancaire, devraient continuer à limiter les perspectives de croissance à long terme.

En ce qui concerne les secteurs, deux sont considérés par Coface comme représentatifs à la fois des opportunités économiques inexploitées et des défis à relever lors du retour de l'Iran sur le marché.

- **Energie** : la levée des sanctions devrait entraîner la hausse de la production des hydrocarbures mais cette hausse pourrait être restreinte à cause des perspectives médiocres du marché du pétrole. D'après l'Agence Internationale de l'Energie, la production iranienne de pétrole brut, qui s'est élevée à 2,8 millions de barils/jour en 2015, devrait atteindre 3,1 millions de barils/jour en 2016 et près de 3,6 millions de barils/jour en 2017. « *L'ouverture progressive du pays devrait également encourager les investissements dans le secteur du pétrole. Des investissements suffisants pourraient même permettre à l'Iran d'atteindre une production de 4 millions de barils/jour* », indique Sofia Tozy. Néanmoins, la modernisation des infrastructures coûtera cher. En outre, dans le contexte actuel de baisse des cours du pétrole, l'entrée de l'Iran sur le marché international pourrait renforcer le déséquilibre entre offre et demande.
- **Automobile** : ce secteur, qui représente plus de 10 % du PIB iranien, sera l'un de ceux qui bénéficieront le plus de la levée des sanctions. Les consommateurs iraniens ont soif de marques internationales, et le retrait des sanctions sera l'occasion pour davantage de constructeurs automobiles occidentaux de pénétrer ce marché. Cependant, cet afflux de constructeurs automobiles étrangers pourrait donner lieu à une concurrence féroce. « *À cause de l'arrivée de nouvelles marques, les sociétés déjà présentes pourraient avoir du mal à conserver leur part de marché. Cela pourrait être le cas pour les constructeurs chinois, si les Européens parviennent à proposer des véhicules moins chers et de meilleure qualité* », commente Seltem Iyigun.

CONTACTS MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com
Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com



COMMUNIQUE DE PRESSE

A propos de Coface

Le Groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2015, le Groupe, fort de ~4 500 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,490 Md€. Présent directement ou indirectement dans 99 pays, il sécurise les transactions de plus de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 340 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris

Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

